

L'ÉDITO

Eric Deffet

DIDIER REYNDERS PEUT RANGER SON STYLO

La Wallonie ne permettra pas à la Belgique de signer le traité Ceta entre l'Union européenne et le Canada. En tout cas, pas sous cette forme. Et cette fois, c'est « définitivement définitif », on n'y reviendra plus.

S'il y a eu un peu de flottement autour de cette question au cours de la journée de mardi (les informations allaient en sens très divers), la soirée s'est avérée instructive : au cours d'une réunion de crise convoquée par André Antoine (CDH), le président du parlement wallon, Paul Maignette (PS), a confirmé la détermination inflexible du gouvernement régional.

Conséquence implacable : Didier Reynders peut ranger son stylo. Vendredi, il ne pourra pas appo-

ser sa signature au bas du texte contesté par les Wallons.

Les plus récents contacts avec les autorités européennes ont certes permis de lever certaines inconnues soulevées par les responsables politiques wallons, mais ces avancées sont marginales par rapport aux exigences minimales fixées par les Wallons ; et elles ne sont pas systématiquement bétonnées par une valeur juridique incontestable, a déploré Paul Maignette.

Surtout, le gouvernement et une large majorité de parlementaires

La Wallonie a-t-elle raison sur le fond ? On peut en débattre à l'infini

refusent de se laisser enfermer dans le calendrier très serré qui leur est imposé. Celui-ci devait aboutir ce vendredi avant de connaître son apothéose le 27 octobre à l'occasion d'un sommet Europe-Canada, qui devrait logiquement être reporté. Des

délais intenable pour les Wallons qui demandent une réouverture des négociations, mais à

tête reposée.

Le MR déplore cette attitude parce qu'elle risque d'isoler la Wallonie, mais il est le seul. Les autres formations politiques assument une position et une détermination inédites. Paul Maignette n'a pas fait mystère des pressions et même « des menaces à peine voilées » auxquelles la Wallonie est soumise. Mais c'est au nom des principes que la Région s'avère intransigeante : la démocratie mise à l'honneur au cours de nombreuses heures de débats parlementaires et le respect des attentes de la société civile dans un monde où la rupture entre les citoyens et la politique est largement consommée.

La Wallonie a-t-elle raison sur le fond ? On peut en débattre à l'infini. Mais il faut se rendre à l'évidence : la petite région belge s'est comportée en adulte, pas en victime consentante d'une Europe bulldozer. Cela force au moins le respect et cela inspirera peut-être d'autres autorités politiques.